



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« ET SI NOUS ARRÊTIONS VRAIMENT ? »

Fragiliser le monde associatif, c'est laisser des personnes sans réponse à leurs besoins !

L'Uniopss appelle à la mobilisation partout en France

Paris, le 28 septembre 2026 – Augmentations des besoins, baisses des financements, difficultés de recrutement, trésoreries sous tension : partout en France, les associations sont contraintes de faire toujours plus avec moins. De plus, elles sont régulièrement mises en cause quant à leur utilité, encore dernièrement par voie de presse. Face à une situation qui menace désormais directement leur capacité à remplir leurs missions, l'Uniopss, avec ses adhérents et Unions régionales, tire aujourd'hui la sonnette d'alarme en lançant cet appel : « Et si nous arrêtons vraiment ? ». Elle invite l'ensemble des acteurs associatifs des secteurs sanitaire, social et médico-social - associations, fédérations, réseaux, salariés et bénévoles - à s'engager dans une mobilisation intersectorielle et unitaire du 12 au 17 octobre 2026.

Aider une personne âgée à se lever, se laver ou se nourrir. Accompagner un enfant en situation de handicap. Protéger un mineur en danger. Offrir un toit à une famille sans solution. Permettre à une personne éloignée de l'emploi de retrouver sa place dans la société.

Chaque jour, des associations assurent ces missions essentielles pour notre cohésion sociale. Pourtant, derrière leur capacité à continuer malgré les difficultés, se cache une réalité de plus en plus préoccupante : à force de compenser le manque de moyens, certaines n'ont aujourd'hui plus de marge.

Le secteur non lucratif des solidarités et de la santé, qui représente, selon une récente étude Syndex, 2 points de la richesse produite en France et qui gère, notamment, 85 % des structures accueillant des personnes handicapées, près de 80 % des établissements en protection de l'enfance, près d'un tiers des Ehpad et près des deux tiers des services de soins infirmiers à domicile, est clairement à bout de souffle. En 2025, une association employeuse sur deux a ainsi déclaré avoir perdu des financements ; en 2025 également, près d'un quart des établissements médico-sociaux ont moins de 45 jours de trésorerie et 10 %, moins de 6 jours ; 60 % des associations de solidarité constatent, par ailleurs, une hausse du turnover de leurs équipes. Derrière ces chiffres, issus de plusieurs études, c'est la continuité des accompagnements qui est en jeu.

Ne pas disparaître en silence

Depuis des années, les associations adaptent leurs organisations, puisent dans leurs réserves, réduisent certaines activités, recherchent de nouveaux financements et continuent malgré tout à répondre aux besoins de personnes en situation de vulnérabilité qui requièrent attention au quotidien.

Cette résilience a créé un paradoxe : parce que les associations continuent à tenir, les conséquences du manque de moyens restent en partie invisibles.

Avec « Et si nous arrêtons vraiment ? », il est temps de rendre visible ce que la société perdrait si les associations n'étaient plus en mesure d'assurer leurs missions.

« Nous n'avons jamais cessé d'agir parce que nous savons ce que signifie laisser une personne sans aide, un enfant sans accompagnement ou une famille sans solution. Mais les associations ne peuvent pas indéfiniment absorber l'augmentation des besoins et compenser seules des moyens devenus insuffisants. Avec cette mobilisation, nous voulons poser une question très simple aux pouvoirs publics et à toute la société : et si nous arrêtons vraiment, que deviendrait notre cohésion sociale ? qui ferait ce que nous faisons aujourd'hui ? », explique Daniel Goldberg, président de l'Uniopss.

Du 12 au 17 octobre : faire masse partout en France

Cette mobilisation est ouverte à tous les acteurs associatifs, de tous les secteurs sanitaire, social et médico-social - associations, fédérations, réseaux, salariés et bénévoles -, quelles que soient les structures, leur activité ou leur capacité à agir. Du 12 au 17 octobre, chacun pourra s'engager selon sa volonté et ses possibilités : relayer la campagne, interpeller ses financeurs et décideurs publics, témoigner de ses difficultés ou rendre visibles, sur son territoire, les conséquences concrètes du manque de moyens, informer les citoyens de la réalité de leurs actions...

**ET SI NOUS
ARRÊTONS
VRAIMENT?**

L'objectif : faire émerger simultanément partout en France une même question : « Et si nous arrêtons vraiment ? » et montrer que, derrière chaque association fragilisée, des personnes risquent de rester sans réponse. Pendant la mobilisation, des associations ouvriront leurs portes pour montrer concrètement leurs missions, les difficultés auxquelles elles font face et les conséquences déjà visibles pour les personnes accompagnées. Des responsables associatifs, des professionnels, des bénévoles, des personnes concernées et leurs proches pourront témoigner dans plusieurs régions. Des interviews nationales et territoriales, des témoignages ainsi que des immersions au sein des structures pourront être organisés sur demande.

Une mobilisation au cœur des arbitrages budgétaires

Cette mobilisation intervient également alors que les politiques de solidarité et les associations qui les font vivre font l'objet d'attaques et d'instrumentalisation, alors que ces dernières abordent de nouvelles échéances budgétaires après plusieurs années de tensions. Le secteur fait face à une augmentation des besoins et des coûts tandis que les financements publics se contractent pour de nombreuses structures. Du 12 au 17 octobre, les organisations mobilisées demanderont notamment aux pouvoirs publics et aux candidats à l'élection présidentielle des engagements permettant de garantir la continuité et la qualité des missions d'intérêt général qu'elles assurent quotidiennement auprès des personnes les plus fragiles. Elles comptent ainsi réaffirmer la place des solidarités et de l'action associative dans notre modèle de société.

Ils ont déjà rejoint le mouvement :

L'Uniopss et l'ensemble des Uriopss ; La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et les FAS régionales ; Collectif ALERTE ; Adédom ; ADMR ; AIDES ; AIRE ; ANECAMSP ; APF France handicap ; Association Addictions France ; Association Aurore ; CFDT Santé-Sociaux ; Coallia ; Centre d'Action Sociale Protestant ; Cohabilis ; Emmaüs France ; Espoir-CFDJ ; FAPIL ; Fédération de l'entraide protestante ; Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France ; Fédération générale des PEP ; Fédération des Maisons d'accueil hospitalières ; Fédération nationale des Associations pour la petite enfance ; Fédération nationale des Ecoles des parents et des éducateurs ; Fédération Promotion Santé ; Fédération Santé et Habitat ; FISAF ; France Terre d'Asile ; Fondation Armée du Salut ; Fondation COS Alexandre Glasberg ; Fondation la Vie au grand air ; Fondation Les Diaconesses de Reuilly ; Fonds social juif unifié (FSJU) ; GIHP National – Synerghip ; L'arche en France ; La Cimade ; La Mutualité Française ; Le Mouvement associatif ; Médecins du Monde ; Mission Populaire Évangélique de France ; Moissons Nouvelles ; Œuvre de secours aux enfants (OSE) ; Petits Frères des Pauvres ; Secours Catholique ; Sidaction ; Solidarités Nouvelles pour le Logement ; UNA ; Vacances ouvertes ; AD-PA ; ATD Quart Monde ; Collectif Handicaps ; FNADEPA ; GNDA ; Nexem ; UDES ; Unafo ; Unaforis ; Unassi ; Unccas ; Unapei

À propos de l'Uniopss

Association loi 1901 reconnue d'utilité publique, l'Uniopss rassemble les acteurs associatifs des secteurs sanitaire, social et médico-social. Elle porte auprès des pouvoirs publics la voix collective de ces associations, engagées aux côtés des personnes vulnérables et fragiles afin de développer les solidarités.

Contacts presse

Agence Etycom – Aelya Noiret

06 52 03 13 47 – a.noiret@etycom.fr